

Menasra : “Le poste de Président n'est pas vacant”



©
D.R

S'il persiste à se réclamer de l'opposition, le chef du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelmadjid Menasra refuse tout de même de se joindre à ceux qui demandent l'application de l'article 102 de la Constitution pour décréter la destitution du président Bouteflika dont les capacités physiques sont sérieusement réduites depuis son AVC survenu en 2013.

Pour lui, le poste du Président ne serait guère vacant et Bouteflika assumerait, donc, selon lui, ses fonctions. “Pour nous, le poste de Président n’est pas vacant”, a-t-il, en effet, martelé, hier, à l'occasion d'une conférence organisée par le parti sous le thème “La rentrée, entre paris et défis” qu'il a animée conjointement avec Sadek Dziri, président de l'Unpef, affiliée à l'intersyndicale de l'éducation, et Aboudjerra Soltani, ancien président du MSP.

M. Menasra affirme ainsi que l'application de l'article 102 n'est pas la revendication du MSP. Cela ne l'empêche pas de critiquer, toutefois, la mesure dictée par le même Bouteflika et introduite dans le plan d'action du gouvernement Ouyahia pour le recours à la planche à billets dans le cadre de la révision annoncée de la loi sur le crédit et la monnaie. “Le recours à la planche à billets reste une solution partielle et temporelle”, considère M. Menasra pour qui cette solution financière ne suffit pas pour résoudre la crise multidimensionnelle que traverse le pays.

D’après lui, la solution réelle passe par l’ouverture d'un dialogue national avec l'ensemble des partenaires sociaux et des partis politiques. Ce dialogue devrait, espère-t-il, avoir lieu après les élections locales qui,

semble-t-il, le préoccupe davantage, en ce sens qu'il appelle les autorités à rassurer le peuple et à avancer des garanties sur la transparence du scrutin du 23 novembre prochain. Il fait allusion, notamment à "la panique" ressentie au sommet de l'État et qui se décline à travers le débat engagé sur la santé du président Abdelaziz Bouteflika.

M. Menasra estime que le contexte actuel requiert, au contraire, de "la sagesse" et "beaucoup de calme" pour permettre le bon déroulement des prochaines locales. Il n'a, toutefois, pas manqué de dénoncer, par ailleurs, l'interdiction par le ministère de l'Intérieur des alliances lors des prochaines locales. Cette décision, regrette-t-il, "traduit la persistance des autorités à réduire le champ des libertés et de la démocratie". Par ailleurs, les trois conférenciers, Menasra, Soltani et Dziri ont focalisé leurs discours sur la critique des nouveaux manuels scolaires qui, selon eux, "ne répondent pas aux attentes des Algériens et encore moins à la réalité de l'identité nationale".

Farid Abdeladim